

Numéro 55 - 29 août 2020

À l'occasion du 50e anniversaire du PCC(M-L)
Présentation d'hommages au Monument du
Parti au cimetière Beechwood



- Le 50e anniversaire de la presse du Parti

Un statut de résident permanent pour tous et toutes

- Journée nationale d'action pour la défense des droits de tous et de toutes
- Des militants exigent des comptes du gouvernement Legault sur son « programme spécial » restrictif
 - Les travailleurs migrants prennent la parole
- Le programme de résidence permanente du gouvernement fédéral pour une « catégorie » de demandeurs d'asile
 - Remarques du ministre de l'Immigration Marco Mendicino
 - Au sujet de l'annonce « historique et importante » du gouvernement fédéral
- Le Québec annonce un programme spécial pour les demandeurs d'asile en période de COVID-19

Mise à jour sur la COVID-19

- Déclaration de l'administratrice en chef de la santé publique

75e anniversaire de la Révolution d'août et Fête nationale du Vietnam

- Belle célébration à Toronto
- Célébration en ligne le 2 septembre

Appui mondial au peuple palestinien et à son droit d'être

- Des milliers de personnes partout dans le monde participent aux Journées de résistance pour la Palestine

- Samidoun -

SUPPLÉMENT

Reportage photo du 8 au 28 août

- Le mouvement populaire aux États-Unis contre le racisme, l'injustice, l'impunité et les inégalités ne fléchit pas

À l'occasion du 50e anniversaire du PCC(M-L)

Présentation d'hommages au Monument du Parti au cimetière Beechwood



Le 15 août 2020

Le 15 août 2020, à l'occasion du 50e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), une délégation du Comité central du PCC(M-L), dirigée par sa première secrétaire et sa dirigeante nationale, a visité le Monument commémoratif du Parti au cimetière Beechwood à Vanier. Le Monument représente la personnalité démocratique moderne à laquelle le Parti a donné naissance. Sa beauté exprime le respect profond de tous les membres et de tous les compagnons de route du Parti de même que des membres de leurs familles pour tous ceux et celles qui ont sacrifié confort et carrière à la cause du communisme moderne.

Des hommages floraux ont été présentés par des organisations du Parti, des individus et des membres des familles qui sont venus rendre hommage et exprimer leur amour social pour le camarade Hardial Bains et tous les membres du Parti qui sont décédés et dont les noms sont inscrits sur le monument.

La direction du Parti a aussi accompagné une délégation du Comité du Québec du PCC(M-L) et une délégation du Comité régional de l'Outaouais alors qu'ils rendaient leur hommage. En après-midi, une délégation de l'Ontario est venue présenter l'hommage du Comité de l'Ontario, et elle a été suivie d'un représentant de la Colombie-Britannique et de deux représentants de la Nouvelle-Écosse et de membres des familles.

Le Parti a également été honoré de recevoir une délégation de l'ambassade de Cuba à Ottawa dirigée par Son Excellence l'ambassadrice Josefina Vidal Ferreiro, une délégation de l'ambassade du Vietnam à Ottawa dirigée par Son Excellence l'ambassadeur Pham Cao Phong et le chargé d'affaires de l'ambassade du Venezuela, Luis Acuña. Chaque délégation a présenté un hommage floral en l'honneur du camarade Bains et des autres camarades et a écouté les explications au sujet de la vie et des contributions des camarades dont les noms sont inscrits sur le monument.







Le 21 août 2020

Un hommage floral a également été rendu au Monument en l'honneur de deux membres du Parti de Montréal que la COVID-19 nous a ravis au printemps, le membre fondateur du Parti Peter Macrisopoulos et le militant de longue date Miguel Céspedes Pino.

Le camarade Peter s'est joint à Hardial Bains et aux jeunes marxistes-léninistes à Montréal en 1968-1969, avant la fondation du Parti, pour lutter contre les attaques organisées de l'État contre le peuple québécois et la répression des luttes que menaient les travailleurs à la fin des années 1960. Il a été un membre fondateur des Intellectuels et Ouvriers patriotes du Québec (IOPQ) en novembre 1969 et du PCC(M-L) en mars 1970.



Le Comité central a reconnu la contribution de Peter en lui accordant à titre posthume la Médaille du 50e anniversaire du Parti pour avoir été le champion de la cause de la classe ouvrière grecque toute sa vie et de la cause de la classe ouvrière québécoise et canadienne depuis son arrivée au Canada après la Deuxième Guerre mondiale. La médaille reconnaît la fidélité de Peter à la cause du Parti et du communisme et le courage dont il a fait preuve lorsque le Parti et lui-même ont été persécutés par l'État au début des années soixante-dix. Ce fut le travail de sa vie d'unir tous les travailleurs, quelle que soit leur origine nationale, en tant qu'une classe, un programme, à la défense des droits des minorités et des droits de tous et pour la reconnaissance de la nation du Québec et de son droit à l'autodétermination.



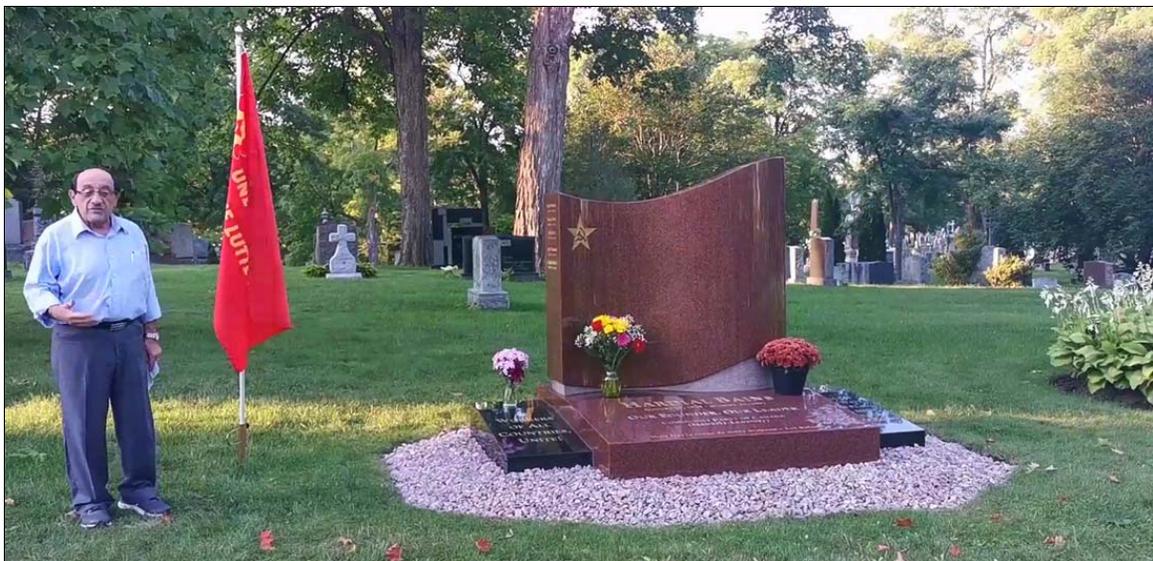
Le Parti pleure sa mort pendant la pandémie de la COVID-19 et condamne l'attitude insensible et cynique des gouvernements du Québec et du Canada envers ceux qui ont sacrifié leur vie à veiller sur le bien-être de la société et de ses membres. C'est leur irresponsabilité sociale qui a mené directement à la mort du camarade Peter dans un centre pour personnes âgées, et non la COVID-19. Cela est impardonnable. La mémoire de Peter et de ses actes vit en chacun de nous.

Le camarade Miguel Céspedes Pino a été un fier communiste québécois d'origine chilienne. Après avoir quitté le Chili pendant la dictature de Pinochet, il a porté bien haut le drapeau de la solidarité anti-impérialiste et a participé à la lutte de ses deux patries pour les droits de tous jusqu'au jour de sa mort. Miguel a lui aussi succombé à la COVID-19 et sa famille, ses amis, ses camarades et tous ceux dont il a touché la vie avec tant de grâce et de profondeur sont très endeuillés par cette perte.

Une cérémonie commémorative pour ces deux camarades aura lieu au bureau du Parti à Montréal une fois que les restrictions liées à la COVID-19 seront complètement levées.



Le 24 août 2020



Le 24 août, dans une atmosphère de grande tristesse, des fleurs ont aussi été déposées au Monument du Parti en l'honneur du camarade Hardial Bains qui est décédé à cette date il y a 23 ans. En dépit de cette perte immense, les membres de la Branche de l'Outaouais du Parti ont souligné que la vie du Parti demeure vibrante et imprégnée de la force de son legs et qu'elle continue d'inspirer tous ceux qui travaillent à ouvrir la voie au progrès de la société pour qu'elle connaisse la paix, la liberté et la démocratie. Le Parti nous montre que les conditions du repli de la révolution sont difficiles, mais pas impossibles, ont-ils dit. C'est avec cet esprit qu'ils ont exprimé les salutations et l'amour social du Comité du Québec du PCC(M-L) à la première secrétaire du Parti, à sa dirigeante nationale et au Comité central.

Chaque année, des délégations visitent le Monument du Parti qui rend hommage à la contribution de tous ceux dont le nom y est gravé. En outre, il rend hommage à la personnalité moderne de ceux qui mettent la vie réelle à la base de notre développement et prennent la pensée marxiste-léniniste contemporaine comme un guide. Cette personnalité gravite de façon instinctive vers le communisme et respecte les dirigeants communistes et révolutionnaires du monde, ceux dont le trait marquant est la participation à la lutte pour changer la société d'une manière qui favorise les peuples. Cette personnalité utilise le marxisme comme guide à l'action et jamais comme un remplacement de l'activité profonde dans la vie réelle.



Le camarade Bains a fait remarquer qu'une telle personnalité n'est pas le fruit du hasard ; elle n'est pas une personnalité à laquelle l'humanité donne naissance seulement de temps à autre. Au contraire, notre Parti, comme les Internationalistes avant lui, travaille fort à créer cette personnalité. Depuis les années soixante, la création de cette personnalité a été mise à l'ordre du jour et une ligne de marche a été tracée pour nourrir cette personnalité. Cela n'a pas été laissé au hasard. C'est le résultat d'une activité organisée et planifiée qui ouvre la voie au progrès de la société afin d'émanciper la classe ouvrière et l'humanité tout entière.

*L'acte du Parti est sa parole !
Vive le Parti de Hardial Bains !*

Le 50e anniversaire de la presse du Parti



Le 26 août 2020 est le 50e anniversaire de la presse du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste). Cette presse est une arme puissante entre les mains de la classe ouvrière pour s'organiser pour ses propres intérêts. Cette année, le 1er septembre, nous célébrons également le 35e anniversaire de la presse de masse du Parti et de la presse de masse sans parti, deux types de journalisme indispensables à la construction du mouvement émancipateur de la classe ouvrière.

Sur la base d'une profonde appréciation de l'expérience du Parti, le Comité central a tenu une importante réunion à la mi-août avec les cadres dirigeants du Centre ouvrier du PCC(M-L) pour discuter l'importance d'analyser les événements en cours et établir les guides pour la consolidation de la presse du Parti. Les cadres dirigeants du Comité du Québec du PCC(M-L) et de la jeunesse communiste étaient également présents à cette réunion. La réunion a également salué le Parti à l'occasion de son 50e anniversaire. La présentation principale a porté sur le sujet : l'importance de l'analyse des développements en cours, qui a été développée par les participants sous la forme de tirer les conclusions qui s'imposent pour guider le travail dans la période à venir.

Le renforcement de la presse de masse du Parti en ce moment est un élément clé du travail que le PCC(M-L) a entrepris pendant cette période de recul de la révolution. La pandémie de la COVID-19 se déroule dans le contexte d'une offensive néolibérale antisociale brutale et est utilisée par la classe dirigeante pour intensifier cette offensive contre la classe ouvrière et le peuple. La classe ouvrière, avec le Parti et la presse du Parti à sa disposition, a engagé la bourgeoisie dans une épreuve de force.

La bourgeoisie contrôle toutes les formes de médias à cette époque, qu'ils soient imprimés ou audiovisuels. En plus d'être fortement monopolisés, ces médias sont extrêmement rétrogrades et constituent un obstacle à l'ouverture de la voie du progrès pour la société. La presse du Parti montre que la classe ouvrière peut avoir sa propre voix dans ces conditions. Non seulement la bourgeoisie ne veut pas que la classe ouvrière ait sa propre voix, mais elle ne veut même pas que son avant-garde, le PCC(M-L), existe en tant qu'expression organisée du but de la classe ouvrière de se constituer en la nation et d'investir le peuple du pouvoir souverain. À cet égard, le PCC(M-L) a surmonté de nombreux obstacles que la bourgeoisie a mis sur son chemin dans le passé et continue de le faire aujourd'hui. Il ne permet pas que la voix de la classe ouvrière soit étouffée et il s'assure que celle-ci joue un rôle décisif pour ouvrir la voie du progrès à la société.



Célébration lors de l'inauguration d'une nouvelle presse du Parti, 5 juillet 1990

Prenant la parole lors de l'inauguration de la nouvelle presse du Parti en 1990, le dirigeant du PCC(M-L), Hardial Bains, a souligné que la presse de masse du Parti et la presse de masse sans

parti ont un avantage crucial sur la presse bourgeoise, car toutes deux sont tournées vers l'avenir et travaillent à ouvrir la voie au progrès de la société. « Pour cette raison, cette presse à un avenir, tout comme la classe ouvrière a un avenir et son avant-garde a un avenir », a souligné Hardial.

« Au fur et à mesure que le PCC(M-L) poursuit son travail pour établir les groupes de rédacteurs et de diffuseurs, la presse de masse du Parti se consolide et devient invincible. Le PCC(M-L) dirige tous ses efforts pour s'assurer que les groupes de rédacteurs et de diffuseurs soient établis et renforcés », a déclaré Hardial.



Dans cet esprit, la réunion convoquée par le Comité central avec les cadres dirigeants du Centre ouvrier, qui s'est tenue à la mi-août, a discuté du travail nécessaire pour accroître la participation des travailleurs à la lecture, à la rédaction et à la diffusion de *Forum ouvrier* de manière à mettre fin à la marginalisation de la classe ouvrière et des couches vulnérables du peuple en ce moment crucial où la bourgeoisie cherche à tout contrôler à son avantage. En ce qui concerne la presse de masse du Parti, la rencontre a décidé qu'en ce moment la tâche immédiate est d'établir tous les liens nécessaires avec la classe et d'acquérir les compétences requises pour développer la conscience et

l'organisation des sections avancées de la classe ouvrière, ainsi que les moyens d'étendre cette conscience et cette organisation aux larges sections de la classe. Fidèle aux considérations théoriques et idéologiques qui ont mené à la formation des groupes de rédacteurs et de diffuseurs, ce travail pour renforcer la presse du Parti doit se baser sur la force de la classe elle-même. Il n'y a pas de raccourci ou de contournement possibles : la classe ouvrière doit être l'instrument de sa propre émancipation et elle a besoin du Parti, en tant que section la plus avancée de la classe, pour lui apporter la conscience et l'organisation nécessaires. Le Parti s'appuie sur les groupes de rédacteurs et de diffuseurs pour renforcer la presse de masse du Parti et il a pris des mesures pratiques pour renforcer ce travail.



Célébration, le 31 août 1986, d'une année de construction de la presse de masse du Parti et de la presse sans parti

Il incombe aux communistes, aux travailleurs qui ont une conscience de classe et à toutes les forces progressistes et démocratiques d'intensifier ce travail afin de s'assurer qu'ils parviennent à transformer la situation actuelle en faveur des travailleurs et non des riches.

Depuis 1985, le Parti a porté une attention de tous les instants à développer la presse de masse du Parti et la presse sans parti et il a mené un travail vaste et soutenu pour donner naissance à un journalisme nouveau qui sert les besoins de la classe ouvrière et des larges masses du peuple en termes d'idées éclairées et de progrès social. À l'époque, le Parti avait analysé que la classe ouvrière doit prendre des mesures pour gagner à elle les couches moyennes et briser l'emprise de la bourgeoisie sur cette section de la société. Le Parti a donné naissance à une forme de journalisme qui sert le besoin d'idées éclairées et de conscience sociale.

Depuis le VIIIe Congrès du Parti, la direction du Parti a veillé tout particulièrement à ce que des arrangements concrets soient mis en place pour renforcer les publications du Parti. En particulier, elle a pris des mesures pour que les activistes du Parti constituent des groupes de rédacteurs et de diffuseurs et s'engagent dans des domaines d'écriture et des activités connexes, comme la rédaction de rapports sur le mouvement ouvrier, l'enquête et le reportage sur les conditions de la classe ouvrière, tant en général que sur les différents secteurs de l'économie. Dans la presse du Parti, le Parti et son Centre ouvrier ont publié des déclarations, des analyses, des commentaires et des points de vue, présentant les positions du Parti sur toutes les questions importantes pour la classe ouvrière et la société en général, tant sur le plan national qu'international.



Représentation des en-têtes des publications des Groupes de rédacteurs et diffuseurs

Aujourd'hui, la bourgeoisie attaque la société avec une ardeur renouvelée et s'en prend en particulier à la vision d'avenir qui dit que la société doit veiller au bien-être de tous ses membres. La bourgeoisie ne fait pas que défendre le statu quo et refuser d'aller de l'avant. Elle ne fait pas que refuser d'élargir la prestation des services de santé et de l'éducation et des autres nécessités, comme les garderies et la sécurité de la vieillesse, elle détruit la conception même de la justice, de l'équité et de la responsabilité sociale des gouvernements de s'acquitter de leurs devoirs envers les membres du corps politique. Elle a adopté des lois fondées sur la conception médiévale que chaque personne doit se débrouiller seule et bafoue même la conception de responsabilité sociale qui était devenue la norme au Canada, aussi limitée que soit cette conception.

Ces développements dans la société reflètent la crise profonde du capitalisme, une crise dans laquelle les capitalistes et l'État, en tant que trésorier privé de l'ensemble de la classe capitaliste, ne peuvent générer le niveau de revenu requis pour répondre aux besoins actuels des oligopoles en termes d'investissements et de types d'infrastructures spécifiques. C'est pourquoi les cercles dirigeants ne financent pas suffisamment les domaines de dépenses liés à la santé, à l'éducation et au bien-être social du peuple. De la même manière, peu importe le degré d'enrichissement des riches grâce aux stratagèmes pour payer les riches des gouvernements, les travailleurs sont soumis à une exploitation intensifiée au nom de la « prospérité ». En même temps, les partis cartellisés de l'establishment dont les politiques sont inséparables de la préservation du système capitaliste, qu'ils soient « conservateurs », « libéraux » ou « sociaux-démocrates », ont été forcés par ces développements objectifs à devenir les porte-parole et les agents directs de la régression sociale.

Dans ces conditions où les cercles dominants forcent la société à faire marche arrière, les réalisations du Parti sur le front du journalisme pour le mouvement pour les idées éclairées sont un important accomplissement, tout comme l'est la création des conditions favorables à l'épanouissement du journalisme de la classe ouvrière. Les deux doivent être exploités au maximum pour que les positions avancées de la classe ouvrière assument une position dominante dans la société. La presse de masse du Parti et la presse sans parti ont toutes deux un rôle crucial à jouer.



Exposition à l'occasion du 44e anniversaire de la presse de masse du Parti et la presse sans parti, 23 août 2014

Quand on regarde les compressions dans les dépenses sociales, par exemple, il n'est pas possible pour le peuple d'avancer sur cette question si il ne s'attaque pas au problème sur la base de définitions modernes, sur la base de donner naissance à une société moderne. Tant que la bataille se mène dans les limites étroites des notions bourgeoises de société, où tout est subordonné à la réalisation du profit par les intérêts économiques les plus puissants, la direction de l'économie ne sera pas inversée d'une manière qui soit à l'avantage du peuple. L'État canadien n'a jamais fourni des services de santé ou l'éducation ou n'importe quelle autre nécessité de la vie moderne parce qu'il les reconnaissait comme des droits humains fondamentaux et inviolables. Les dépenses sociales sont déterminées par les besoins des cercles capitalistes dominants. La satisfaction des besoins du peuple n'est qu'accessoire à la satisfaction des besoins de l'économie capitaliste. C'est pourquoi ces services peuvent être tantôt donnés, tantôt retirés. Pour ouvrir la voie au progrès de la société, les services de santé et l'éducation, l'emploi et un moyen de subsistance doivent être reconnus comme des droits humains.

En créant les conditions de sa propre émancipation, la classe ouvrière, en tant que force la plus révolutionnaire et la plus productive, lutte pour une société qui reconnaît que tous les individus naissent dans la société et de ce fait ont des droits inviolables. La classe ouvrière lutte également pour des lois qui permettent au peuple d'exercer ces droits. Voilà la direction qui peut permettre à tous ceux et celles qui sont attaqués d'avancer vers la réalisation de leurs objectifs.

La presse de masse du Parti, en tant que voix de la classe ouvrière, est un instrument important du mouvement de la classe ouvrière pour créer les conditions de son émancipation et ouvrir la voie au progrès de la société. Le Parti a aussi créé la presse sans parti dont le parti pris est envers le mouvement pour les idées éclairées et le progrès de la société. À cet égard, son contenu et sa politique éditoriale reflètent les préoccupations des gens et fixent pour ainsi dire l'ordre du jour de la société en déterminant quelles questions sont matière à préoccupation et en éliminant ou rejetant tout ce qui constitue une diversion ou est sans importance.

Le parti pris de la presse de masse du Parti est envers la classe ouvrière et son rôle dirigeant dans la société. Elle se consacre à l'apport d'une conscience et d'une organisation qui correspondent à sa position révolutionnaire dans l'ensemble de la société. Le mouvement pour les idées éclairées éclairées reflété dans les pages de la presse de masse sans parti ne peut véritablement s'épanouir que si la classe ouvrière occupe la place qui lui revient et apporte les positions avancées à tous ceux et celles qui sont préoccupés par la situation actuelle ou mécontents de la situation actuelle, c'est-à-dire en fixant l'ordre du jour de la classe ouvrière et ses alliés pour créer une société moderne fondée sur un système moderne.

Le Marxiste-Léniniste saisit cette occasion pour féliciter tous celles et ceux qui ont contribué au renforcement et à la consolidation de la presse de masse du Parti et de la presse de masse sans parti. Nous vous invitons à continuer à leur apporter votre soutien et à l'étendre en cette période où il est crucial que le mouvement de la classe ouvrière développe davantage sa politique indépendante et utilise sa voix et son pouvoir d'organisation pour mobiliser les larges masses du peuple qui réclament le renouveau démocratique.



Un statut de résident permanent pour tous et toutes

**Journée nationale d'action pour la défense
des droits de tous et de toutes**



Le 23 août, les travailleurs de tout le pays ont pris une position audacieuse à la défense des droits de tous lors de piquetage et d'autres actions pour exiger un statut pour tous et toutes ! Des actions, organisées par le Réseau des travailleurs migrants, se sont tenues dans dix villes d'un océan à l'autre; Halifax, Sherbrooke, Montréal, Ottawa, Sudbury, Toronto, Niagara Falls, Windsor, Regina et Vancouver. Le Réseau des travailleurs migrants est un groupe de coordination de près de cinquante organisations de défense des droits des migrants.

L'objectif principal de la Journée d'action pancanadienne était d'exiger une fois de plus que le Canada respecte les droits de tous les migrants au Canada et accorde immédiatement un statut aux 1,6 million de personnes vivant ici sans statut de résident permanent. Le statut de résident permanent doit être reconnu pour que tous les migrants vivent dans la dignité et la sécurité.

Dans l'appel à l'action, on pouvait lire : « Pendant trop longtemps, ceux d'entre nous qui n'ont pas de statut de résident permanent n'ont pas été en mesure d'obtenir des services universels ni de dénoncer les mauvais patrons et les structures du pouvoir. La COVID-19 a aggravé notre crise. Nous avons perdu des vies ainsi que notre moyen de subsistance. Nous avons été exclus de l'aide dont nous avons besoin. Nous avons besoin d'une société à un seul niveau où tout le monde dans

le pays a les mêmes droits et opportunités, ce qui signifie un statut d'immigration complet et permanent pour tous. Plus de racisme, plus de décès, plus d'exploitation, UN STATUT MAINTENANT ! »

Dans la région d'Halifax, l'action s'est déroulée sur deux jours à huit endroits de la péninsule d'Halifax où des affiches et des tracts ont été distribués le 22 août lors de marchés fermiers avec le message que « les travailleurs migrants font partie de notre communauté ! » Parmi les actions du 23 août, une s'est tenue devant la résidence pour personnes âgées Northwood où tant de travailleurs et de résidents ont été infectés par la COVID-19 et 53 sont décédés.

À Montréal, des marches festives ont été organisées dans différents quartiers, Montréal-Nord, Parc-Extension, Côte-des-Neiges et au centre-ville, pour mobiliser les communautés autour de la revendication du « Statut pour tous et toutes !



Cinquante personnes ont répondu à l'appel de l'Alliance des travailleurs migrants pour le changement à Ottawa en tenant un événement devant les bureaux de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.

L'action de Toronto a eu lieu devant les bureaux de la Commission de l'Immigration et du statut de réfugié du Canada et comprenait la mise en place d'une horloge humaine pour souligner que « Nous avons ASSEZ ATTENDU ! Le temps pour un statut pour tous et toutes est MAINTENANT ! » Parmi les intervenants, il y avait Gabriel Flores, un travailleur agricole migrant qui a été licencié parce qu'il a défendu sa santé et sa sécurité et celles de ses camarades de travail après le décès de l'un d'eux des suites de la COVID-19. Il a souligné que les travailleurs migrants se trouvent dans une situation inacceptable d'avoir à travailler dans des conditions dangereuses sous la menace d'être expulsés s'ils refusent. Parmi les autres intervenants, il y avait un étudiant étranger, un aide-soignant et un membre de Migrants Canada.

Une trentaine de personnes ont participé à l'action à Niagara Falls qui s'est tenue devant le Centre de détention de Niagara où sont détenus des demandeurs d'asile et des sans-papiers. Un orateur à cette action a souligné que les travailleurs agricoles saisonniers s'organisent depuis longtemps pour leurs droits, organisent avec succès des grèves sur le tas et des grèves du zèle, dénonçant les abus et tenant les agro-entreprises responsables.

Soixante-cinq personnes se sont rassemblées à Windsor où les travailleurs agricoles migrants ont été durement touchés par la COVID-19 à cause des conditions de vie et de travail déplorables qu'ils doivent endurer et du refus du gouvernement de les protéger. Soixante-cinq personnes se sont rassemblées devant les bureaux d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour demander le statut de résident permanent pour les migrants. On leur a dit que les travailleurs agricoles migrants appréciaient tout le soutien et l'amour qu'ils ont reçu des autres travailleurs et de leurs communautés en cette période difficile. Les participants ont été informés que jusqu'à présent, 50 000 \$ avaient été recueillis auprès des syndicats et de certains autres groupes communautaires et particuliers pour acquérir de l'équipement de protection individuelle à donner aux travailleurs de l'agroalimentaire, car de nombreux employeurs ne leur en fournissent pas et ne sont pas tenus de le faire non plus. On leur a également dit que des bénévoles continuaient de livrer des boîtes de nourriture aux travailleurs migrants qui s'isolent eux-mêmes dans les hôtels de la région, pour

compléter les repas inadéquats que beaucoup recevaient de la Croix-Rouge que le gouvernement a engagée pour répondre aux besoins alimentaires des travailleurs en quarantaine.

L'action organisée par l'Association des étudiants de l'Université de Regina devant le bureau du député Michael Kram était centrée sur la revendication de statut de résident permanent pour les étudiants internationaux dans les conditions de la pandémie. De nombreux étudiants internationaux n'ont pas été en mesure de trouver un emploi d'été et d'autres ne peuvent actuellement pas retourner dans leur pays à cause de la pandémie de la COVID-19. La plupart se demandent comment ils trouveront l'argent pour payer leurs frais de scolarité, qui sont environ trois fois plus élevés que ceux payés par les citoyens canadiens.

À Vancouver, l'action était centrée devant les bureaux de Citoyenneté et Immigration Canada. Pour respecter les exigences de distanciation physique, seules quelques personnes étaient à la table d'information tandis que d'autres venaient chercher des affiches qu'ils ont posées à différents endroits de la ville.

L'une des organisatrices, Nayeli Jimenez, a expliqué à un représentant de *Forum ouvrier* que l'action avait été organisée pour mobiliser la communauté derrière la revendication d'un statut d'immigration complet pour tous les travailleurs migrants au Canada. Elle a expliqué que la pandémie de la COVID-19 a aggravé la situation des travailleurs étrangers temporaires qui était déjà mauvaise, d'autant plus que ces travailleurs n'ont pas la protection dont bénéficient ceux qui ont le statut de résident permanent. Commentant l'expulsion de deux travailleurs agricoles mexicains qui avaient enfreint les règles de l'employeur en recevant de la nourriture et des vêtements de membres de la communauté de l'Okanagan, elle a déclaré que cela montre la nécessité d'un statut d'immigration complet pour tous les travailleurs afin qu'ils puissent faire face à de telles violations de leurs droits, avoir accès aux communautés dans lesquelles ils vivent et pouvoir changer d'employeur.

Partout au pays, les travailleurs migrants et leurs sympathisants se sont engagés à intensifier leur organisation pour défendre les droits des migrants et des personnes sans statut et à obtenir un statut permanent pour tous afin que tous les migrants qui font partie de la classe ouvrière canadienne puissent vivre dans la dignité.

***Statut pour tous et toutes maintenant !
Nous sommes tous essentiels !
Défendons les droits de tous !***

Halifax, Nouvelle-Écosse





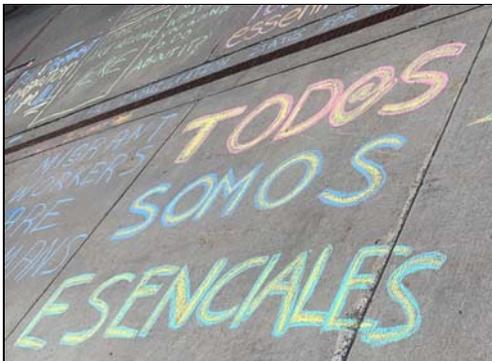
Sherbrooke, Québec



Montréal, Québec



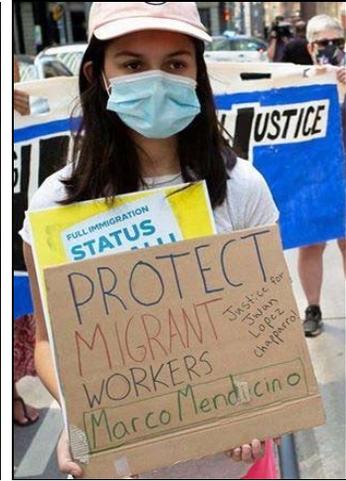
Ottawa, Ontario





Toronto, Ontario





Niagara Falls, Ontario



Windsor, Ontario



Vancouver, Colombie-Britannique





(Photos: LML, No One Is Illegal Halifax, Ensemble avec les personnes migrantes contre le racisme, C.T. Flook, Migrant Workers Alliance for Change, K. Andres, N. Jimenez.)

Des militants exigent des comptes du gouvernement Legault sur son « programme spécial » restrictif



Plus de 200 personnes ont répondu le samedi 22 août à l'appel de Debout pour la Dignité et ont manifesté à la Place de la paix, devant les bureaux du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration du Québec à Montréal. Ils étaient là pour dire au gouvernement Legault que son programme spécial pour les demandeurs d'asile nouvellement annoncé était extrêmement restrictif et inacceptable, car des milliers et des milliers de travailleurs essentiels sans statut qui ont risqué leur vie et celle de leur famille en ont été exclus.

Le « programme spécial » annoncé le 14 août par les gouvernements fédéral et québécois n'inclut que certaines professions désignées, comme infirmières autorisées, infirmières auxiliaires, préposés aux bénéficiaires, aides-infirmières, aides-soignants et aides de maintien à domicile.

Élise Dubé, d'Extinction Rebellion, dit que : « En tant que personne racialisée vivant au Québec, je me retrouve une fois de plus en conflit avec les décisions révoltantes du gouvernement du Québec. Mais quel genre d'exemple que ça donne à nous, les jeunes ? Qu'est-ce que ça nous enseigne comme valeur que d'utiliser les travailleurs essentiels qui ont fait plein de sacrifices pendant la pandémie, comme des objets, de les considérer comme des déchets et de les abandonner et les priver de leur statut ? Cette mentalité d'exclusion est inculquée dans notre société, comme le système raciste et colonialiste québécois. On véhicule le message que les personnes qui ont travaillé pendant la pandémie, aux risques de leur propre vie et celle de leur famille, doivent maintenant vivre dans l'incertitude quant à leur avenir. Nous les jeunes, on ne veut pas bâtir la société de cette manière. »



Claire Launay, de Québec c'est nous aussi, une organisation qui lutte au Québec pour une immigration juste et inclusive, a fait remarquer la contradiction flagrante entre les propos du premier ministre Legault durant la pandémie alors qu'il remerciait tous les travailleurs essentiels du Québec et « pourtant on essaie de remercier le moins de travailleurs possible avec un statut au Canada ». Elle a demandé : « Quelle image du Québec, monsieur Legault essaie de passer au reste du Canada ? » S'adressant directement au premier ministre et à sa ministre de l'Immigration, elle leur a dit : « Vous avez la responsabilité de nous garder en sécurité, de nous respecter et de nous reconnaître nos droits humains ! J'ai honte de mon gouvernement. » Claire Launay a terminé en disant que durant la deuxième vague du coronavirus, « ces

travailleurs vont être là [...] parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de ne pas travailler ».

« Est-ce qu'on pense réellement que la société peut fonctionner sans les commis d'épicerie, sans les gens qui se lèvent à 5 heures du matin pour aller travailler chez Olymel, sans ceux qui s'occupent du maintien des CHSLD, sans les gens qui font la cuisine pour nos aînés ? », a demandé Olivier Lachance d'Alternative socialiste. Il a ensuite souligné le besoin de « bâtir un rapport de force et obtenir un statut pour tous ainsi que de bonnes conditions de travail et de bonnes conditions de vie ».

Ève Torres, une militante pour la justice sociale, a insisté pour dire que ce qu'exige le mouvement pour un statut pour tous, c'est ce dont tous les êtres humains ont besoin : vivre dans la dignité, l'égalité et la sécurité. « Pourquoi les immigrants doivent-ils risquer leur vie ? », a-t-elle demandé. Elle a encouragé tout le monde à parler en appui à ces travailleurs vulnérables. « Le Québec, a-t-elle conclu, appartient à tous ceux et celles qui le bâtissent, qui y contribuent. Nous sommes tous essentiels ».

Guillaume Cliche-Rivard, de l'Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI), a fait remarquer que ce n'est pas leur première bataille contre le gouvernement Legault. Il a rappelé la réforme du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) que le gouvernement Legault a été forcé de réviser deux fois en raison de l'opposition populaire et que même si au bout du compte la version finale « n'était pas parfaite », elle était beaucoup mieux que la première version.

« Ce gouvernement écoute, a été son commentaire, et si la pression monte, de tous les secteurs de la société, comme on le voit aujourd'hui, il peut y avoir des résultats, il y aura des résultats. Alors, ne lâchez pas la bataille, ne lâchez pas la lutte, demandez la régularisation, vous y avez droit, vous le méritez et on sera là avec vous tout au long de la démarche. »

Wilner Cayo, président de Debout pour la Dignité, a décrit la lutte qui est menée comme étant une « lutte pour la dignité, pour un véritable changement et pour accorder la résidence permanente à tous les travailleurs essentiels ».

Constatant que les « anges gardiens » du Québec ont plusieurs visages, il a déclaré : « Ce ne sont pas seulement des préposés aux bénéficiaires, ce sont aussi des préposés à l'entretien, des agents de sécurité, ils sont dans les entrepôts, ils sont chauffeurs, ils sont des livreurs. Bref, a-t-il conclu, ce sont tous les travailleurs qui ont répondu présents, chaque jour de la pandémie ».

S'adressant au premier ministre, il a dit que « le cœur de la population québécoise n'est pas bien apprécié » et que « la société québécoise est une société aux idéaux élevés, avec les valeurs de justice, les valeurs de reconnaissance, d'équité, les valeurs de dignité humaine. Votre position concrète dans ce dossier est l'une des plus hargneuses... vous avez finalement pondu un programme improvisé, mesquin, injuste et imposé. Vous avez créé une division au sein des travailleurs essentiels qui furent partout solidaires devant les enjeux du coronavirus ... Votre gouvernement s'acharne à rendre invisible cette précieuse contribution de bon nombre de travailleurs... Votre gouvernement accouche d'un programme dépourvu d'humanité, mal ficelé et déconnecté de la réalité. Votre appréciation des travailleurs essentiels au cas par cas défie toute logique ... »



« Nos aînés peuvent-ils survivre grâce aux seuls soins ? a-t-il demandé. Pourquoi éliminer les travailleurs du secteur alimentaire ? Ce sont eux qui nous ont permis de manger, prouvant ainsi leur rôle essentiel.

« M. Legault et [la ministre de l'Immigration] Mme Girault, comment pouvez-vous dire qu'ils n'étaient pas en danger, a-t-il demandé, quand des dizaines d'employés ont contracté le virus sur leur lieu de travail pendant leur quart de travail ? Faut-il vous rappeler que découper et transformer de la viande n'ont rien à voir avec le télétravail. »

Il a en outre noté que la plupart de ces travailleurs essentiels sans statut « ont continué dans des conditions proches de l'esclavage moderne, ce qui, selon lui, est la raison pour laquelle de nombreux Québécois nés ici ne sont pas prêts à accepter de faire ce que ces personnes consentent à faire pour leurs familles. Cependant, ils le font aussi pour leur famille élargie du Québec. »



Wilner Cayo a également souligné « les profondes souffrances et la déception toujours croissantes de ces travailleurs », face à l'indifférence du gouvernement. Ces travailleurs, a-t-il dit, continuent d'être traités comme des « citoyens de second ordre, malgré leur énorme contribution. La société, a-t-il poursuivi, se voit fragilisée à cause de l'exploitation de ces personnes par les agences de recrutement et de leurs mauvais traitements aux places de travail ».

S'adressant au gouvernement, il a ajouté : « Le traitement honteux de ces travailleurs et le fait que leurs quartiers où ils sont entassés ont été transformés en terrains fertiles pour la maladie, c'est votre faute, car on ne leur a même pas fourni des masques. »

« L'attitude de nos gouvernements, a déclaré Wilner Cayo, qui continuent de retarder la régularisation de ces travailleurs, ne reflète pas les valeurs profondes de notre société. Nous devons passer à l'action jusqu'à ce que les choses progressent et qu'un programme satisfaisant soit mis en place pour accorder la résidence permanente à tous les travailleurs essentiels. »

« Pour négocier, a-t-il conclu, un rapport de force est nécessaire. Nous devons nous unir, car notre force réside dans notre nombre. »



(Photos: LML)

Les travailleurs migrants prennent la parole



Le samedi 8 août, quelque 250 manifestants ont participé à un rassemblement devant le bureau de circonscription du premier ministre Justin Trudeau à Montréal pour exiger un statut pour tous les migrants et pour que personne ne soit laissé pour compte. Les manifestants attendaient des annonces des gouvernements fédéral et québécois au sujet de l'octroi du statut de résident permanent à seulement une partie des travailleurs essentiels qui continuent de travailler durant la pandémie. Le principal organisateur de l'événement était Solidarité sans frontières.

L'action a commencé avec des représentants de Solidarité sans frontières qui ont expliqué comment les personnes sans statut permanent sont contraintes aux travaux forcés dans des conditions de travail dangereuses et lamentables, sans accès à des soins de santé, aux avantages sociaux ou au secours d'urgence. En particulier pendant la pandémie, alors que de nombreux Canadiens ont eu la possibilité de rester chez eux et de se protéger, ils ont été forcés de faire face aux dangers et ont ainsi permis à la société canadienne de continuer à fonctionner au risque de leur propre vie.



« Tout ce que nous voulons, c'est vivre dans la dignité et être en sécurité », a déclaré l'un de ces

travailleurs qui a souligné que les sans-papiers continuent d'être exclus de tous les programmes gouvernementaux comme l'assurance-emploi, les soins de santé, les prestations d'urgence, l'aide sociale et un permis de travail, entre autres.

« C'est comme si nous n'existions pas, a déclaré un autre travailleur. Nous avons travaillé à l'extérieur en tant que gardes de sécurité par des températures de - 40 degrés, fabriqué des masques pour tout le monde, nettoyé les résidences privées et publiques, travaillé dans les épiceries, comme aides-soignants [...], dans les champs, dans les usines de transformation de la viande, etc., avant et pendant la pandémie. Nous faisons continuellement face au danger pour payer le loyer et nos dépenses. Nous payons même des impôts ! »

Parce que les gens postulent en tant que réfugiés pour de bonnes raisons et que personne ne devrait être laissé pour compte, un travailleur a fait remarquer : « Réfugiés, étudiants, ouvriers agricoles, travailleurs sociaux, nous travaillons tous et ne devrions pas être criminalisés. » Commentant que plusieurs vivent au Québec depuis plus d'une décennie, il a ajouté : « Nous sommes négligés. Nous faisons partie de cette société. Nous avons laissé nos familles et nos domiciles sans personne pour prendre soin d'eux, nous mettant ainsi nous-mêmes et eux en danger. Il est maintenant temps de prendre soin de nous. Cette urgence est venue à cause du virus ... nous ne sommes pas des objets que vous jetez après utilisation. Nous sommes des personnes, nous méritons la dignité et le respect ... Nous sommes tous essentiels. C'est comme un tout ! »



Une femme originaire du Cameroun a déclaré : « Mon statut est précaire. Je suis infirmière. Récemment, j'ai été affectée à un dépistage médical ... J'ai fait toutes sortes de travaux essentiels pénibles, difficiles et dangereux au cours des quatre dernières années. » Elle a ensuite parlé des souffrances qui accompagnent le travail en chambre froide ou dans les champs pendant 8 heures sans même le temps de pouvoir se lever et s'étirer. Elle a demandé que cessent la discrimination exercée contre ces travailleurs et les tentatives de les diviser. « Tous les êtres humains ont droit à l'égalité, au respect, à la dignité, aux mêmes privilèges à bâtir un monde meilleur. »

« Nous sommes l'épine dorsale de ce pays, de son économie », a déclaré un autre travailleur, précisant que l'épine dorsale doit « se voir accorder une honnête priorité ».

Un opérateur de machine employé dans l'industrie agroalimentaire a fait remarquer : « Ce que nous réalisons aujourd'hui, c'est que le gouvernement tente de diviser les travailleurs en disant qu'une certaine catégorie de travailleurs, celle qui fournit des soins, est plus importante que celle qui nourrit. » Malgré le fait que lui-même et beaucoup d'autres ont travaillé aussi bien avant que

pendant la pandémie, il a commenté : « Quand nous arrivons ici, le gouvernement nous donne un permis de travail, qu'il est en mesure de renouveler année après année, après année, après année. Il refuse de nous donner un statut pour que nous puissions vivre sereinement, paisiblement, librement et dans la dignité, pour que les familles puissent être réunies. »

« Aujourd'hui, nous vivons une forme d'esclavage moderne, a-t-il poursuivi. C'est comme si vous faisiez partie des machines, vous devez travailler sans relâche. Tout le monde est stressé ! »

Wilner Cayo, président de l'organisation Debout pour la dignité, a déclaré : « Les trois prochaines semaines vont être critiques. Le gouvernement se prépare à faire une annonce sur la régularisation. Cependant, si nous ne faisons pas attention, cette annonce pourrait très bien toucher seulement un petit nombre de personnes, laissant derrière elles de nombreux autres travailleurs essentiels qui ont risqué leur vie. » Il a ajouté qu'il avait récemment rencontré des travailleurs migrants employés par Olymel, une entreprise canadienne d'emballage de viande et de transformation des aliments. Il a informé que ces travailleurs sont transportés dans un autobus scolaire et conduits dans différentes villes jusqu'aux usines et abattoirs de l'entreprise. « Ils n'ont jamais cessé de travailler pendant la pandémie, a-t-il fait remarquer, bien que d'autres aient reçu des secours. Ces personnes doivent également être reconnues et se voir octroyer la résidence permanente. »

Au début, a-t-il expliqué, son organisation n'avait demandé la résidence permanente que pour les personnes qui travaillaient dans les CHSLD (centre d'hébergement de soins de longue durée) et les résidences pour personnes âgées. Cependant, « au fur et à mesure que nos relations se développaient entre tous nos amis et les autres organisations, nous avons compris que sans ces gens qui travaillent dans les champs, dans l'agroalimentaire, comme gardiens de sécurité, ceux dans les CHSLD et les résidences pour personnes âgées ne pourraient pas fonctionner. Nous sommes tous essentiels. »

« Ne vous y trompez pas, a-t-il poursuivi, ils n'auront d'autre choix que de nous écouter. Plus nous mettrons de pression, plus ils devront nous écouter. Ensemble, c'est possible ! »

Frantz André, du Comité d'action pour les personnes sans statut (CAPSS), a également encouragé chacun à intensifier sa lutte. « Combien d'entre nous sont venus ici en quête d'une vie, d'espoir ? Et vous le méritez, vous le payez chaque jour lorsque vous vous aventurez et prenez des risques. Vous et ceux qui vous ont précédés avez enrichi la culture québécoise. Nous n'avons plus rien à prouver », a-t-il déclaré.

Frantz a ensuite invité tout le monde à participer au campement de Debout pour la dignité devant le bureau de circonscription du premier ministre Trudeau, à compter du 9 août, pour envoyer le message au gouvernement Trudeau que son traitement actuel des milliers et des milliers de travailleurs migrants au Canada est en effet criminel.



(Photos: LML)

Le programme de résidence permanente du gouvernement fédéral pour une « catégorie » de demandeurs d'asile

Près de trois mois après s'être engagé à étudier la manière de remercier les demandeurs d'asile qui ont fourni des soins aux personnes âgées pendant la pandémie de la COVID-19, le gouvernement fédéral a finalement annoncé un programme spécial pour certains travailleurs essentiels.

Cette mesure temporaire « offre une voie d'accès à la résidence permanente pour les demandeurs d'asile travaillant dans le secteur des soins de santé durant la pandémie de COVID 19 ».

En vertu de cette mesure, « les demandeurs d'asile de partout au pays qui travaillent aux premières lignes et fournissent des soins directs aux patients dans des établissements de soins de santé pourront présenter une demande de résidence permanente s'ils répondent aux critères ». L'exception est le Québec, car ceux qui ont l'intention d'y résider doivent détenir un Certificat de sélection du Québec. Cette approche, affirme le gouvernement fédéral, « tient compte des personnes qui ont un statut d'immigration précaire et comblent un besoin urgent tout en risquant leur vie pour prendre soin d'autrui au Canada ».

À l'instar de toutes les demandes pour considérations d'ordre humanitaire, les membres de la famille immédiate (époux et personnes à charge) du demandeur principal seront compris dans la demande et recevront la résidence permanente si la demande est approuvée. Les personnes dont la demande d'asile a été jugée irrecevable ou celles dont la demande a fait l'objet d'un désistement ou d'un retrait ne seront pas autorisées à présenter une demande.

Pour être admissibles, les demandeurs doivent répondre à l'ensemble des critères suivants :

- avoir présenté une demande d'asile avant le 13 mars 2020 ;
- avoir obtenu un permis de travail après avoir présenté une demande d'asile ;
- avoir travaillé, dans le secteur des soins de santé, dans des établissements de soins de santé (par exemple, les hôpitaux, maisons de soins de longue durée, soins à domicile par une organisation ou une agence, résidences avec services d'assistance personnelle) ;
- avoir travaillé dans une profession désignée pendant au moins 120 heures entre le 13 mars et le 14 août 2020. Les professions désignées visées par cette mesure spéciale sont les suivantes : préposés aux bénéficiaires, infirmiers/infirmières, aides-infirmiers/aides infirmières, associés au service de soins aux patients et aides aux préposés aux bénéficiaires et les travailleurs de soutien à domicile ;
- démontrer qu'ils possèdent 6 mois d'expérience dans la profession désignée avant d'obtenir la résidence permanente. Les demandeurs auront jusqu'au 31 août 2021 pour acquérir cette expérience ;
- détenir un Certificat de sélection du Québec (CSQ) si la demande est présentée avec l'intention de résider au Québec ;
- satisfaire aux exigences d'admissibilité actuelles, notamment en matière de criminalité, de sécurité et de santé.

(Gouvernement du Canada)

Remarques du ministre de l'Immigration Marco Mendicino

Lors d'une conférence de presse tenue à Montréal le 14 août 2020 pour annoncer la mise en place d'un « programme spécial » de son gouvernement pour une « catégorie particulière » de demandeurs d'asile, le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Marco Mendicino, a déclaré entre autres choses : « Aujourd'hui, nous sommes ici pour reconnaître ces demandeurs d'asile qui, sans même la promesse d'un statut au Canada et aucune certitude, se sont mobilisés à un moment où nous en avons le plus besoin. Ce sont des gens qui ont surmonté une grande adversité juste pour venir ici, fuyant souvent les conflits, la guerre et la persécution. Ils ont été attirés au Canada par une promesse simple mais durable, celle de pouvoir vivre en paix, élever leur famille et y construire une vie meilleure. »

« Cependant, a-t-il poursuivi, il n'y a rien de facile dans la réalisation de cette promesse, même si le Canada est reconnu comme un chef de file mondial en matière de réinstallation. Notre propre histoire a malheureusement été entachée par les injustices dont ont été victimes ceux qui cherchaient un refuge au Canada. Nous devons toujours réfléchir à ces leçons historiques et nous demander : pouvons-nous faire mieux ?



« Aujourd'hui, nous avons cette occasion, car nous sommes ici pour reconnaître un groupe exceptionnel de demandeurs d'asile, dont un bon nombre vivent ici même à Montréal.

« Ce sont des personnes qui sont elles-mêmes vulnérables en raison de leur antécédent, mais qui étaient prêtes à mettre leur propre santé et leur sécurité en danger pour sauver la vie des autres.

« Ce sont ces personnes qui se sont présentées heure après heure, jour après jour, mois après mois pour travailler dans les hôpitaux et dans les maisons de retraite de longue durée là où la COVID-19 a frappé le plus durement. Et ce sont ces personnes qui ont soutenu nos travailleurs de la santé et qui ont choisi de contribuer en aidant les personnes âgées, les malades et ceux qui luttent pour leur vie depuis le début de la pandémie.

« Elles ont encouru des risques et nous les remercions de leur service, de leur sacrifice et de leur instinct qui est de faire primer les besoins de la collectivité avant tout.

« Nous nous souviendrons pendant des années de leur courage et de leur compassion.

« Comme ces personnes font face à un avenir incertain au Canada, les circonstances actuelles méritent des mesures exceptionnelles en reconnaissance de leurs services exceptionnels pendant la pandémie.

« Aujourd'hui, nous proposons une mesure non répétitive qui va offrir une voie spécifique vers la résidence permanente aux demandeurs d'asile qui travaillent dans le secteur de la santé au Canada en reconnaissance de leur contribution exceptionnelle durant la pandémie de la COVID-19.

« Les personnes admissibles à un examen dans le cadre de ce programme temporaire sont les demandeurs d'asile, y compris les demandeurs déboutés, et ceux dont la demande est en attente qui travaillent dans le secteur de la santé et les membres de leur famille qui vivent au Canada . [...]

« Le Canada est avant tout un pays où on s'entraide les uns les autres, un endroit où les gens

reconnaissent ceux qui font primer les besoins des autres avant les leurs, même si cela comporte des risques personnels pour eux, même si personne n'a demandé à les aider, même s'ils l'ont fait simplement parce qu'ils estimaient que c'est ce qu'il convenait de faire.

« Le premier ministre s'est engagé envers le pays à trouver un moyen de reconnaître le dévouement des demandeurs d'asile qui ont choisi d'agir pour soutenir notre effort collectif à l'échelle nationale pour soutenir ceux qui luttent contre la COVID-19. Aujourd'hui, nous respectons cet engagement. Il s'agit d'une mesure exceptionnelle pour des moments exceptionnels en reconnaissance d'un service exceptionnel... »

(Source: CPAC)

Au sujet de l'annonce « historique et importante » du gouvernement fédéral



Lors de sa conférence de presse à Montréal le 14 août 2020 au cours de laquelle a été annoncé le programme spécial du gouvernement fédéral, le ministre de l'Immigration, Marco Mendicino, a été interrogé sur les raisons pour lesquelles le gouvernement n'avait pas inclus les gardiens de sécurité et les préposés à l'entretien.

Le ministre Mendicino a répondu que l'objectif du programme « est de mettre l'accent sur les demandeurs d'asile qui avaient travaillé dans un environnement avec beaucoup de risque » comme dans les hôpitaux et les maisons de retraite.

Le journaliste lui a demandé s'il pouvait donner une estimation du nombre de travailleurs qui vont bénéficier de ce programme.

« Comme nous mettons l'accent sur les professions désignées, il n'y a pas de chiffre exact aujourd'hui », a-t-il répondu.

Un autre journaliste a insisté pour que le ministre essaie d'être plus précis sur la question de savoir si la mesure concernait quelque centaines de personnes ou quelque milliers de personnes, ce à quoi Mendicino a répondu que pour l'instant, il n'était pas en mesure de le faire.

Le ministre a également été interrogé sur les personnes dont la demande d'asile avait déjà été entendue par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) et qui avaient été refusées. La question était de savoir si les personnes dont la demande avait été rejetée pourraient ou non faire revoir leur dossier.

« Non, je ne pense pas », a répondu le ministre Mendicino, ajoutant : « C'est seulement pour pouvoir créer un peu de flexibilité pour les demandeurs d'asile qui avaient soumis une demande dans le cadre d'un processus différent, mais c'est très spécifique, les critères sont là pour créer un cadre pour le programme. » Cela semble contredire ce qu'il avait dit plus tôt en conférence de presse quand il a dit que parmi ceux qui sont admissibles à un examen de dossier avec le nouveau programme il y aurait ceux qui ont échoué dans une démarche précédente.

Il lui a également été demandé si le programme pourrait être élargi à d'autres types de professions qui ont oeuvré dans le milieu de la santé, mais pas nécessairement dans un contexte des soins.

« C'est un programme spécial pour ce groupe, a-t-il dit. Mais nous savons qu'il y a d'autres groupes qui ont contribué à la lutte contre la COVID-19, comme les travailleurs étrangers, particulièrement dans le secteur agricole où il y a aussi des risques et, comme l'a dit le premier ministre, ce programme des travailleurs étrangers doit être amélioré. »

Il lui été alors demandé s'il y aurait une autre annonce concernant les travailleurs étrangers temporaires du secteur agricole.

« Écoutez, nous avons injecté beaucoup d'argent, de ressources et de soutien pour les travailleurs étrangers, à plus de 100 millions de dollars pour introduire des formes d'aide aux travailleurs étrangers et on va continuer à discuter avec ce groupe, mais aujourd'hui, c'est un programme très particulier qui met l'accent sur les demandeurs d'asile », a répondu le ministre.

La même journaliste a ensuite précisé qu'elle faisait spécifiquement référence aux employés de l'entretien et aux autres travailleurs des services essentiels.

« C'est un programme spécial pour les demandeurs d'asile », a répondu le ministre Mendicino.

« Mais, il ne sera pas élargi à d'autres ? »

« Non », a-t-il répondu.

« Nous avons déjà parlé avec des gens qui aident les demandeurs d'asile et ils disent que les critères sont très stricts, a dit une autre journaliste. Par exemple, ils ne comprennent pas les gens qui ont commencé à travailler en avril dans le domaine de la santé ni les personnes qui sont peut-être tombées malades des suites de la COVID-19 en raison de leur travail. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi les critères sont aussi stricts qu'ils le sont ? »

Le ministre Mendicino a répondu : « Nous voulions vraiment mettre l'accent sur les contributions exceptionnelles des demandeurs d'asile qui se mettent le plus en danger en travaillant dans les hôpitaux, dans les maisons de soins de longue durée, et c'était vraiment l'objectif, l'origine de ce programme. Nous avons eu plusieurs discussions avec le gouvernement du Québec et avec d'autres parties prenantes pour vraiment comprendre comment nous pourrions inclure autant de personnes que possible, mais on a mis l'accent sur le risque, et pour ce qui est de la question de savoir si oui ou non une personne a contracté la COVID-19, nous continuons à travailler avec le gouvernement du Québec pour nous assurer que toute interruption dans cette période de temps ne sera pas retenue contre eux dans leur demande d'admissibilité. C'est donc un détail qui fait l'objet de discussions permanentes. »

La même journaliste a fait remarquer que le nombre estimé de personnes qui seront touchées par le programme était d'environ un millier et a ajouté que « c'est en fait un très petit groupe, c'est en fait une très petite annonce ! »

« Eh bien, je dirais que c'est une annonce historique, a répondu le ministre. Et pour chaque personne qui va être acceptée en vertu de ce programme, ce sera un moment qui changera sa vie,

non seulement pour elle, mais pour son conjoint et pour ses enfants. Et nous ne devrions pas rejeter cela et nous savons que c'est quelque chose [...] qui résonnera dans la communauté. Parce qu'il y a des gens qui ont contribué, qui se sont mis en danger, alors qu'ils font partie des personnes les plus vulnérables. Comme je l'ai mentionné dans mes remarques, les demandeurs d'asile qui sont venus au Canada ont dû surmonter une grande adversité juste pour arriver ici et une fois ici, en regardant leur communauté et en se demandant 'Comment puis-je redonner à la communauté ?' Vous savez, ils n'avaient peut-être pas en main ce morceau de papier qui déclare qu'ils ont le statut de résident permanent ou qu'ils sont citoyens canadiens, mais ils ont fait preuve d'une qualité typiquement canadienne, c'est-à-dire qu'ils étaient prêts à réagir, à redonner à un moment où nous en avons le plus besoin. Et c'est le but de ce programme. C'est une annonce historique et importante et toute personne qui sera acceptée à la suite de cette annonce se souviendra, je pense, de cette journée pour longtemps. »

(Photo: C. Martin) |

Le Québec annonce un programme spécial pour les demandeurs d'asile en période de COVID-19

Le 14 août 2020, en coordination avec l'annonce de la mesure temporaire du gouvernement fédéral de « Parcours vers la résidence permanente », le gouvernement du Québec a annoncé son « Programme spécial des demandeurs d'asile en période de COVID-19 ». Le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) a confirmé « la mise en place prochaine au Québec d'un nouveau programme d'immigration qui permettra aux demandeuses et demandeurs d'asile ayant donné des soins directs aux patients et aux personnes âgées depuis le début de la crise sanitaire de s'établir au Québec de façon permanente ».

Le ministère déclare que le programme vise à « remercier les demandeuses et les demandeurs d'asile qui ont prodigué des soins directs pendant la pandémie aux patients et aux personnes âgées, en facilitant l'obtention de leur résidence permanente. Ainsi, celles qui attendent une décision quant à leur statut de réfugié et qui ont été déboutées pourront se prévaloir de ce programme, si elles satisfont aux conditions de sélection ».

Les membres de la famille de la demandeuse ou du demandeur d'asile « qui sont avec lui au Canada pourront être inclus dans la demande ».

La date d'entrée en vigueur de ce programme sera communiquée ultérieurement.

« L'entrée en vigueur du programme requiert une décision du gouvernement. **Tous les renseignements au sujet de ce futur programme, notamment les conditions de sélection, sont sujets à changement et sont donc communiqués à titre préliminaire et informatif**, sous réserve de la prise des décisions requises pour l'édiction du règlement qui mettra en oeuvre le programme. »

Pour être admissibles au programme, les demandeuses et demandeurs domiciliés au Québec doivent d'abord remplir les conditions du programme fédéral, c'est-à-dire qu'ils « devraient d'abord être admissibles à la politique d'intérêt public fédérale, soit avoir demandé l'asile avant le 13 mars 2020 et avoir obtenu un permis de travail après leur demande d'asile ».

Pour être sélectionnés par le Québec, les demandeuses et demandeurs devraient remplir les conditions suivantes :

- avoir travaillé au Québec pendant au moins 120 heures entre le 13 mars 2020 et le 14 août 2020

dans l'une des professions admissibles, dans un établissement de santé public ou privé ou pour une entreprise d'économie sociale ou privée en aide à domicile ;

- avoir acquis au Québec au moins six mois d'expérience professionnelle à temps plein ou 750 heures (acquises à temps plein ou à temps partiel) dans l'une des professions admissibles, dans un établissement de santé public ou privé ou pour une entreprise d'économie sociale ou privée en aide à domicile, avant ou pendant la durée du programme spécial d'immigration.

Les demandeuses et demandeurs devront avoir répondu à l'ensemble des conditions de sélection susmentionnées au plus tard le 31 août 2021.

Des mesures spécifiques devraient aussi être prévues pour certains cas exceptionnels, notamment pour les demandeuses et demandeurs d'asile qui auraient contracté la COVID-19 en exerçant dans le milieu de la santé. Ces mesures s'appliqueraient pour la famille au Québec des demandeuses et demandeurs d'asile qui ont oeuvré dans le milieu de la santé et qui seraient décédés en raison de la COVID-19.

Les professions directement liées à la prestation de soins sont :

- coordonnatrices et coordonnateurs et superviseuses et superviseurs des soins infirmiers (code CNP 3011) ;
- infirmières et infirmiers autorisés (code CNP 3012) ;
- infirmières et infirmiers auxiliaires (code CNP 3233) ;
- préposées et préposés aux bénéficiaires, aides-infirmières et aides-infirmiers, aides-soignantes et aides-soignants (code CNP 3413) ;
- aides de maintien à domicile (code CNP 4412 : pour les professions qui impliquent un soin direct à la personne seulement).

Une fois la résidence permanente obtenue, la personne requérante pourra faire venir sa famille située à l'étranger par le regroupement familial.

Il n'y aura pas de plafond établi « puisque ce programme d'immigration permanente vise à remercier les demandeurs d'asile pour leur contribution significative pendant la pandémie pour avoir oeuvré dans le domaine de la santé ».

Il n'y aura pas de droits exigibles pour présenter une demande au Québec. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada exigera cependant des frais.

(Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration)

Mise à jour sur la COVID-19

Déclaration de l'administratrice en chef de la santé publique

Voici la déclaration faite par la Dre Theresa Tam, administratrice en chef de la santé publique du Canada, le 27 août.

Il y a eu 126 417 cas de COVID-19 au Canada, dont 9 094 décès. Des personnes infectées, 89 % sont rétablies. Des laboratoires partout au pays ont analysé les tests de dépistage de presque 48 000

personnes en moyenne quotidiennement au cours de la dernière semaine ; dont 0,7 % a obtenu un résultat positif. À l'heure actuelle, le Canada a fait passer un test de dépistage à plus de 140 personnes pour chaque cas positif. Au cours des sept derniers jours, un peu plus de 400 nouveaux cas ont été signalés quotidiennement en moyenne.

Alors que les autorités de santé publique et les Canadiens poursuivent leurs efforts collectifs pour limiter la propagation de la COVID-19, nous surveillons de près les indicateurs d'activité de la maladie, notamment le nombre de nouveaux cas quotidien, le nombre de cas hospitalisés et le pourcentage de personnes déclarées positives afin de guider et d'adapter nos actions au besoin.

Même si nous continuons d'avoir de nouveaux cas et foyers d'éclosion, en raison de l'activité accrue que nous avons observée récemment dans les provinces à l'ouest de l'Ontario, le nombre moyen de cas quotidien est demeuré égal ou inférieur à 500 depuis la mi-juin à l'échelle nationale. Cela indique que les autorités de santé publique locales maintiennent toujours la propagation de la COVID-19 à un niveau gérable. Néanmoins, si le nombre de cas quotidien devait légèrement augmenter, la situation pourrait vite devenir incontrôlable. Si nous n'appliquons pas toutes les mesures de santé publique recommandées, nous pourrions rapidement passer d'un état sécuritaire lent à une croissance épidémique incontrôlée.

La santé publique ne peut pas à elle seule maintenir la croissance lente. En plus de pratiquer la distanciation physique, de nous laver les mains fréquemment et de porter un masque non médical, s'il y a lieu, nous devons tous limiter le nombre de nos contacts. Comme la COVID-19 est présente partout au Canada et dans le monde, nous risquons d'y être exposés en tout temps et en tout lieu. En limitant nos contacts, nous nous assurons que, en cas d'exposition au virus, les efforts de dépistage et d'isolement des cas, ainsi que les efforts de recherche et de mise en quarantaine des contacts visant à interrompre la transmission et à maintenir le taux d'infection faible restent gérables pour les autorités de santé publique locales.

Tout le monde a un rôle à jouer. Nous sommes tous des intervenants qui voulons maintenir la COVID-19 à un état lent. Il y a des mesures de santé publique éprouvées qui nous permettront de maintenir la situation à l'état lent, mais leur efficacité n'est assurée que si nous restons tous vigilants et ne cédon pas à la lassitude causée par la COVID-19. Vous trouverez *ici* des renseignements et des conseils supplémentaires pour accroître votre savoir-faire en matière de COVID-19 sur les moyens de réduire votre risque d'être infecté et de transmettre le virus à vos proches.

(Agence de la santé publique du Canada, 27 août 2020)

75e anniversaire de la Révolution d'août et Fête nationale du Vietnam

Belle célébration à Toronto

Le 20 août, la Société d'amitié Canada-Vietnam a été l'hôte d'une célébration marquant le 75e anniversaire de la Révolution d'août qui a renversé les militaristes japonais et les colonialistes français et culminé avec la déclaration d'indépendance du Vietnam. Ho Chi Minh a officiellement publié la déclaration d'indépendance le 2 septembre 1945, qui est maintenant le jour de la Fête nationale du Vietnam.

La participation à l'événement était limitée en raison des protocoles de distanciation liés à la COVID-19, mais la participation était très vivante. La célébration de Toronto a été rendue d'autant plus significative par la présence de Son Excellence l'Ambassadeur de la République socialiste du Vietnam au Canada, Pham Cao Phong.



Les hymnes nationaux du Canada et du Vietnam ont ouvert les cérémonies. Les participants ont ensuite observé une minute de silence solennelle pour marquer le décès récent de l'ancien secrétaire général du Parti communiste du Vietnam, Le Kha Phieu. Les condoléances pour cette perte d'un héros et dirigeant vietnamien exceptionnel ont été adressées au peuple vietnamien par l'intermédiaire de Son Excellence l'ambassadeur Pham.

La présentation principale a été donnée par la professeure Nguyễn Dài Trang, une auteure et experte de renommée internationale sur la vie de Ho Chi Minh et l'histoire du Vietnam. La professeure Nguyễn a noté que le 75^e anniversaire de la Révolution d'août et de la Fête nationale sont une occasion où le peuple vietnamien se remémore avec fierté la libération historique de son pays sous la direction du président Ho Chi Minh et du Parti communiste du Vietnam ainsi que les grandes réussites du peuple vietnamien au cours des 75 dernières années en s'appuyant sur ses propres efforts. La République socialiste du Vietnam prospère aujourd'hui en tant que pays moderne jouant un rôle positif dans le monde.



La professeure Nguyễn a également parlé du travail qu'elle fait depuis 25 ans pour vulgariser l'héritage historique du président Ho Chi Minh et l'inspiration qu'il a été non seulement pour le peuple vietnamien mais pour les peuples du monde entier. En s'appuyant sur les leçons des 75 dernières années, a-t-elle déclaré, le Vietnam a devant lui un avenir radieux et prospère.

Son Excellence l'Ambassadeur Pham a ensuite pris la parole. Il a noté l'importance historique de la Révolution d'août et de la déclaration d'indépendance du président Ho Chi Minh il y a 75 ans, faisant du Vietnam le premier pays d'Asie à obtenir sa libération et son indépendance de la domination coloniale, ce qui a inspiré les luttes pour l'indépendance des peuples de l'ensemble de l'Asie et d'autres pays.

L'ambassadeur Pham a évoqué le lien étroit entre le peuple et le gouvernement du Vietnam dans le contrôle de la pandémie de COVID-19 dès les premiers jours et expliqué que le gouvernement a agi immédiatement dès l'écllosion de l'épidémie récente à Danang. Il a exprimé l'espoir que la pandémie de la COVID 19 sera bientôt vaincue grâce à la coopération de tous les pays et peuples. Son Excellence a également noté que sous la direction du Parti communiste du Vietnam, le pays a réussi à bâtir son économie et ses relations commerciales avec d'autres pays. Il s'est félicité du renforcement des liens bilatéraux entre le Canada et le Vietnam au cours des 50 dernières années et a prédit que cette relation se développera.



La célébration comprenait également une présentation PowerPoint d'un musée virtuel appelé « Ho Chi Minh Arts Online » créé par des membres de la Société d'amitié Canada-Vietnam. Le musée en ligne a été créé pour promouvoir les écrits, les poèmes, les photographies historiques et les oeuvres d'art rappelant la vie du président Ho Chi Minh et l'héritage qu'il a laissé au monde entier.

Après la présentation officielle, les participants ont engagé une discussion, regardé l'exposition des oeuvres des étudiants et ont profité de l'occasion pour obtenir une copie signée des livres récents de la professeure Nguyen sur Ho Chi Minh.

Dans son discours de clôture, le maître de cérémonie, Philip Fernandez, membre fondateur de la Société d'amitié Canada-Vietnam, a remercié tout le monde et invité les participants à se joindre à la Société d'amitié Canada-Vietnam et à son travail pour promouvoir les liens fraternels et les échanges entre les Vietnamiens et les Canadiens pour l'avantage réciproque et pour la paix. Il a noté : « Nos liens sont profondément ancrés avec les filles et les fils du nouveau Vietnam, ne faisant qu'un avec le corps politique canadien, enrichissant notre société, notre culture, notre vie et contribuant à la société centrée sur l'humain que nous voulons chez nous en tant que Canadiens. »



Célébration en ligne le 2 septembre



**Celebrons le 75e anniversaire de la Révolution d'Août
et la Fête nationale du Vietnam**

Mercredi 2 septembre - 18 h - 19 h 30

Organisé par la Société d'amitié Canada-Vietnam

Pour plus d'infomation ou pour s'inscrire : info@c-vfs.com

Programme

Présentation principale

Ambassadeur de la République socialiste du Vietnam au Canada, SE Pham Cao Phong

Deux documentaires

- Aspiration for Independence and Freedom: Ho Chi Minh's Life and Work Until 1927
- The August Revolution and Vietnam's Independence

Discussion

Présentation inaugurale du Musée d'arts virtuels Ho Chi Minh

Appui mondial au peuple palestinien et à son droit d'être

**Des milliers de personnes partout dans
le monde participent aux Journées de résistance
pour la Palestine**

- Samidoun -

Les Journées de résistance pour la Palestine, entre les 7 et 9 août 2020, ont réuni des milliers d'organisateur et d'alliés de la justice pour la Palestine partout dans le monde en appui au peuple palestinien, à sa résistance à la colonisation, à l'annexion et à l'occupation, et à sa lutte pour la justice, le retour et la libération dans toute la Palestine, du fleuve à la mer.

En dépit des attaques des hauts représentants israéliens qui ont essayé de supprimer ces actions et disent avoir « averti les gouvernements occidentaux » de la tenue des manifestations, plus de 100 organisations ont répondu à l'appel de Samidoun à participer aux Journées de résistance en organisant différentes actions partout dans le monde. Parmi elles, il y a eu des manifestations, des caravanes d'automobiles, des activités artistiques et culturelles ainsi que des événements d'éducation publique, tous en appui au peuple palestinien et à son droit de résister.

Voici un rapport détaillé de ces événements et actions partout dans le monde.

Jeudi, 6 août — Dénonciation d'Elbit

Londres, Angleterre



Les Journées de résistance ont été lancées par une puissante action directe le jeudi 6 août, organisée par le nouveau réseau britannique *Action pour la Palestine* devant le bureau du manufacturier d'armes israélien Elbit Systems à Londres.

Les activistes ont couvert de peinture la réception et l'extérieur des bureaux au 6e étage et, à l'aide de pochoirs et de peinture aérosol, ont écrit « Fermez Elbit », « Testé en Palestine, utilisé au Cachemire » et « Nous reviendrons ». Ils ont déclaré : « Vos profits sont tachés du sang palestinien ! » Elbit a fourni 85 % des drones militaires israéliens utilisés dans le bombardement de Gaza en 2014 et les met en marché en vantant le « succès » de leur utilisation contre les civils palestiniens.

« Nous n'arrêterons pas, et nous allons continuer d'escalader nos actions jusqu'à ce que cesse la complicité d'Elbit Systems dans les crimes de guerre et l'apartheid ici au Royaume-Uni », ont déclaré les organisateurs d'Action pour la Palestine.

Vendredi, 7 août — Dans la rue

Copenhague, Danemark



Le vendredi 7 août, les Journées de résistance ont été lancées officiellement par Mohammed Khatib, le coordonnateur européen du Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens, avec une allocution lors d'une « cuisine populaire » à Copenhague dans le cadre d'un événement organisé par la coalition Stop Annekteringen af Palestina 2020 (Arrêtons l'annexion de la Palestine 2020) et le Forum international.

Les participants à cet événement étaient principalement de jeunes activistes de Copenhague et il y a eu une discussion en profondeur sur la lutte du peuple palestinien et la situation des prisonniers palestiniens. Une immense bannière soulignant la campagne pour libérer Georges Ibrahim Abdallah et Ahmad Sa'adat était déployée dans la salle.

Madrid, Espagne



Également le vendredi 7 août, des activistes d'Alkarama, le mouvement des femmes palestiniennes, les Brigades internationales Unadikum et Samidoun ont appelé à une manifestation qui a défilé dans les rues de Madrid en solidarité avec le peuple palestinien et sa résistance.

Les manifestants ont porté une bannière exigeant la libération des prisonniers politiques tout en soulignant le cas de certains prisonniers palestiniens comme les prisonniers étudiants Mays Abu Ghosh et Ruba Fahmi.

« Notre lutte contre le sionisme et le colonialisme se poursuit, jusqu'au retour de tous les réfugiés palestiniens dans notre patrie, la libération de la terre et du peuple et la construction d'une société démocratique dans toute la Palestine, une société de justice, de liberté et d'égalité », a déclaré Jaldia Abubakra d'Alkarama, qui s'est adressée aux manifestants.



New York

À New York, la Coalition NY4Palestine, dirigée par *De notre vivant-Unis pour la Palestine*, qui regroupe notamment Al-Awda, la Coalition pour le droit de retour de la Palestine, Musulmans américains pour la Palestine-NJ, Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens et est forte de nombreux appuis provenant de la communauté, a organisé une grande manifestation

pour la Journée de résistance dans les rues de Brooklyn à partir du centre de la communauté palestinienne jusqu'au quartier Bay Ridge.



La manifestation a rassemblé des centaines de personnes des communautés arabes et palestiniennes et des jeunes d'autres quartiers et d'autres luttes sont venus exprimer avec force leur solidarité internationale.

Las Vegas, Nevada



À Las Vegas, *Névadains pour les droits humains palestiniens*, se sont joints à Voix juives pour la paix-Las Vegas et Socialistes démocratiques de l'Amérique-Las Vegas, pour organiser un rassemblement et une caravane d'automobiles pour les Journées de résistance, avec en tête un énorme camion à panneau réclame projetant des messages colorés en solidarité avec la lutte palestinienne et les Journées de résistance.

Samedi 8 août — Des actions partout dans le monde

Anaheim, Californie

Les actions se sont poursuivies le samedi 8 août lorsque le *Mouvement de la jeunesse palestinienne* s'est joint à Al-Awda, la *Coalition pour le droit de retour de la Palestine*, pour un

rassemblement et une caravane d'automobiles à Anaheim, en Californie. Les manifestants ont mis en lumière la lutte commune du peuple palestinien et des mouvements de libération partout dans le monde, en particulier le Mouvement pour la libération des Noirs, et ils ont repris la revendication de définancer et d'abolir la police.

Boston, Massachusetts



Aussi, le samedi 8 août, l'*Alliance pour la justice de l'eau en Palestine* a manifesté à Porter Square, à Cambridge, pour sensibiliser les gens contre l'apartheid israélien, mettant l'accent surtout sur l'arrestation récente des défenseurs des droits humains palestiniens Mahmoud Nawajaa du Comité national pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions en Palestine.

Berkeley, Californie



À Berkeley, en Californie, le *Mouvement de la jeunesse palestinienne* a organisé un déploiement de bannière sur le pont à vélos 1-80 au-dessus de l'autoroute inter-États, avec la participation de personnes à pied, à vélo et en automobile, reprenant le message d'une Palestine libre du fleuve à la mer. Des douzaines de jeunes palestiniens et leurs alliés ont participé à cette action qui a été vue par des milliers d'automobilistes.

Dearborn, Michigan

La marche des Journées de résistance à Dearborn, organisée par le *Mouvement de la jeunesse palestinienne* (MJP) et *Detroit Will Breathe*, a rassemblé des activistes des luttes des Arabes, des

Noirs, des Autochtones et des Philippins dans une marche contre le vol des terres par les sionistes et en appui à la lutte mondiale contre le racisme, le colonialisme et le complexe militaire-industriel.



Le MJP l'a exprimé clairement : « De Dearborn et Détroit à la Palestine, au Liban et ailleurs, nous sommes fermement unis contre l'impérialisme. »

Cette marche puissante a été une expression de la résistance collective à toutes formes d'oppression et d'injustice.



Vancouver, Colombie-Britannique

À Vancouver, Samidoun s'est joint à l'Association Canada- Palestine, BDS Vancouver des Territoires de la Côte Salish, Voix indépendantes juives de l'Université de la Colombie-Britannique et à d'autres, dont *Queers contre l'Apartheid israélien de Vancouver*, pour une marche de protestation visant à souligner les luttes internationales contre l'impérialisme et de résistance collective au sionisme et à l'impérialisme.

Les orateurs ont mis en lumière la lutte continue pour la libération au Cachemire, le mouvement du peuple des Philippines, la complicité israélienne dans la répression des droits du peuple en Colombie, ainsi que l'alliance coloniale anti-autochtone entre le Canada et l'État israélien.

Les manifestants ont aussi marché jusqu'à London Drugs et la Régie des alcools de la Colombie-

Britannique pour souligner certaines campagnes, en particulier celle ciblant Teva Pharmaceuticals, les produits technologiques HP et les vins des colonies israéliennes, vendus dans les succursales provinciales alors qu'ils sont produits sur les terres palestiniennes occupées de la Cisjordanie et des hauteurs du Golan.



Les orateurs ont souligné qu'un grand nombre de représentants et de compagnies responsables de la répression de la souveraineté autochtone sur l'île de la Tortue sont les mêmes qui tirent profit de la colonisation de la Palestine.

Toulouse, France



Le samedi 8 août, le Collectif Palestine Vaincra a organisé une action Debout pour la Palestine au métro Jean-Jaurès à Toulouse dans le cadre des Journées de résistance, y distribuant des centaines de tracts et de dépliants pour promouvoir le boycott d'Israël et des entreprises qui tirent profit de la colonisation de la Palestine.

Les participants ont aussi recueilli 270 euros en appui au Centre Al-Naqab dans le camp de Bourj al-Barajneh au Liban à la suite de l'explosion dévastatrice à Beyrouth le 1er août. Ils ont porté des pancartes appelant à la libération des prisonniers politiques palestiniens, en particulier Ahmad Sa'adat et Khalida Jarrar, et ont déployé des drapeaux palestiniens et libanais.

Auckland, Nouvelle-Zélande



Le 8 août, des activistes du Réseau de solidarité avec la Palestine-Aotearoa-Auckland/Tamaki Makaurau ont organisé une action dans le cadre des Journées de résistance pour exiger que cesse la complicité de la Nouvelle-Zélande avec les crimes de guerre israéliens. Ils ont réclamé que les élus néo-zélandais mettent fin à leur coordination militaire avec l'occupation israélienne. Plusieurs automobilistes ont exprimé leur appui en klaxonnant alors que les manifestants se rendaient au quartier général de l'armée de la Nouvelle-Zélande pour exiger que celle-ci arrête d'acheter des armes d'Israël.

Göteborg, Suède



À Göteborg, en Suède, les organisateurs de Samidoun Göteborg se sont joints à plusieurs organisations palestiniennes et de solidarité pour manifester et affirmer « La Palestine n'abandonnera jamais ! » à Gustaf-Adolfs-Torg, au centre-ville de Göteborg

Les manifestants ont souligné la situation des enfants palestiniens prisonniers et ont appuyé la résistance palestinienne, surtout dans le contexte de menaces incessantes d'annexion par le régime colonial israélien.

Malmo, Suède



Les manifestants sont descendus dans la rue à Malmo, en Suède, à partir du point de ralliement à Stortorget pour un rassemblement contre l'annexion organisé par le Palestinska Rattvisacentret i sverige. Ils ont réclamé justice pour la Palestine et ont pris fermement position contre la colonisation israélienne en cours.

Copenhague, Danemark

À Copenhague, les activistes ont poursuivi leurs actions des Journées de résistance en organisant un déploiement de bannière « Libérez la Palestine » au centre-ville le 8 août.

Manchester, Angleterre

À Manchester, l'organisation Fight Fascism ! Fight Imperialism ! a organisé une manifestation pour souligner la solidarité avec la résistance palestinienne, en particulier avec les prisonniers palestiniens.

Les activistes se sont rassemblés à Piccadilly Square pour y distribuer de l'information, mettre en lumière la lutte anti-impérialiste et bâtir la solidarité avec le peuple palestinien, notamment par des campagnes pour boycotter les entreprises britanniques complices, comme Marks & Spencer.

Londres, Angleterre



À Londres, Manifestons pour la Palestine et Victoire à l'Intifada ont organisé une manifestation dans le quartier de Kensington dans le cadre des Journées de résistance.

Les manifestants ont exprimé leur solidarité et leur appui aux luttes soeurs de libération et des

orateurs du mouvement de la Papouasie occidentale ont exprimé leur solidarité avec la Palestine, contribuant au développement de la lutte commune.

Liverpool, Angleterre



À Liverpool, Fight Racism ! Fight Imperialism ! a organisé une manifestation et organisé un kiosque dans une section achalandée de la ville, dans le cadre des Journées de résistance, appelant à la libération de la Palestine et de tous les prisonniers politiques partout dans le monde.

Glasgow, Écosse



Fight Racism ! Fight Imperialism ! et le Groupe communiste révolutionnaire sont descendus dans la rue dans le cadre des Journées de résistance du 8 août.

Les participants ont scandé : « Vive la Palestine ! Victoire à l'Intifada ! Libération de tous les prisonniers politiques ! Le sionisme est du racisme ! » Ils ont rappelé la situation des prisonniers palestiniens, dont Ahmad Sa'adat et Georges Ibrahim Abdallah.

L'action a aussi mis en lumière la lutte des prisonniers politiques irlandais et des personnes persécutées par l'impérialisme britannique en Irlande, réclamant justice pour Liam Campbell, Ciaran Maguire et Zack Smyth.

Brighton, Angleterre



La Campagne de solidarité avec la Palestine de Brighton et Hove a organisé une action au centre-ville de Brighton le samedi 8 août dans le cadre des Journées de résistance. Les participants ont porté d'immenses drapeaux palestiniens et des bannières portant les slogans : « Non à l'annexion, non à l'occupation » et « Justice pour la Palestine ». Ils ont souligné la situation des prisonniers politiques palestiniens et des défenseurs des droits humains incarcérés par Israël et réclamé liberté et justice pour la Palestine.

Plusieurs autres actions ont aussi eu lieu le 8 août. XR Peace a organisé un atelier sur l'annexion et la résistance en Palestine dans le cadre d'un jeûne de paix et de solidarité à la mémoire d'Hiroshima et Nagasaki à Knighton, Pays de Galles, tandis que des activistes à Long Beach, en Californie, organisaient un kiosque de solidarité sur le bord de la route les 8 et 9 août, réclamant justice pour la Palestine.

Dimanche 9 août — La résistance se poursuit

Bloomington, Indiana

Le dimanche 9 août, la résistance s'est poursuivie avec la pose d'affiches par le Collectif de travail culturel et le groupe Pour les gens de Bloomington, à Bloomington, en Indiana, en appui aux Journées de résistance et à la lutte de libération du peuple palestinien.

Montréal, Québec



Plusieurs organisations et activistes de Montréal, dont la Fondation canado-palestinienne du Québec, Voix indépendantes juives, SPHR McGill, SPHR UdeM, Universitaires pour la Palestine et l'Institut de la politique étrangère du Canada, se sont rassemblés pour une manifestation de masse le dimanche 9 août pour exiger le retrait de l'Accord de libre-échange Canada-Israël.



Des centaines de personnes se sont jointes à la marche, dont certaines portaient un immense drapeau palestinien déployé dans la rue côtoyant le métro Jarry.

Toronto, Ontario



À Toronto, le Mouvement de la jeunesse palestinienne a organisé une action artistique le dimanche 9 août dans le cadre des Journées de résistance, du square Yonge et Dundas jusqu'aux marches de l'Université de Ryerson. Les participants ont distribué de l'information au sujet des prisonniers politiques palestiniens et de la menace d'annexion planant sur la Palestine, ont parlé des attaques continues contre la Palestine et de la résistance continue du peuple palestinien. Ils ont fabriqué des pancartes et des bannières.

Les participants ont aussi partagé la culture palestinienne, comme des plantes, de la nourriture, de la broderie, de la musique et de la danse, et ont lié la lutte palestinienne aux mouvements de libération à l'échelle mondiale, y compris la lutte des peuples autochtones pour la souveraineté et l'autodétermination et le Mouvement pour la libération des Noirs.

Toulouse, France



Les Journées de résistance se sont poursuivies à Toulouse alors que le Collectif Palestine Vaincra a créé une murale pour saluer la résistance palestinienne le dimanche 9 août. Avec le mot « résistance »/muqawama en arabe, au centre, la murale mettait aussi en lumière diverses personnalités de la résistance palestinienne, Ghassan Kanafani, Samira Azzam et Basil al-Araj, et comprenait une carte de la Palestine du fleuve à la mer.

Des participants portaient des drapeaux et des bannières palestiniens pour Samidoun et le Collectif Palestine Vaincra tout en créant la murale collectivement.

Copenhague Danemark



D'autres actions pour les Journées de résistance se sont poursuivies à Copenhague, où Forum international — Groupe du Moyen-Orient a présenté Mohammed Khatib, coordonnateur européen du Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens dans le cadre d'un événement à la mémoire du legs culturel révolutionnaire de Ghassan Kanafani et de son engagement envers la résistance palestinienne.

Anni Kanafani, la veuve de Ghassan Kanafani et fondatrice de la Fondation culturelle Ghassan Kanafani, a participé à l'événement. La fondation organise des maternelles et des programmes pour enfants dans tous les camps de réfugiés palestiniens au Liban. Y a aussi participé le fils de

Ghassan Kanafani, Fayez Kanafani. Anni Kanafani a présenté Mohammed Khatib qui a lui-même participé, lorsqu'il était enfant, aux programmes d'été organisés par la fondation dans le camp de réfugiés Ain el-Helweh.

L'animatrice de l'événement était Irene Clausen de Forum international, une organisatrice palestinienne de la première heure et auteure du livre « Le FPLP et la Palestine » (publié en danois).

Amsterdam, Pays-Bas



À Amsterdam, Samidoun Nederland a organisé une action pour les Journées de résistance à la place des Musées, dont une discussion sur le legs culturel et politique révolutionnaire de Ghassan Kanafani et de Naji al-ali. Les participants ont porté des pancartes en appui aux prisonniers politiques palestiniens, y compris Ahmad Sa'adat et Georges Ibrahim Abdallah.

Ils se sont joints à une vaste action à l'occasion de la Journée des peuples autochtones, aux côtés de la Fondation Makibas, de la Campagne pour la libération de la Papouasie occidentale, de Construire Baileo et de plusieurs organisations kurdes pour exprimer leur solidarité anticoloniale et antiimpérialiste.

Cleveland, Ohio



Midwest SJP et le Mouvement de la jeunesse palestinienne ont organisé un Jour de rage à Cleveland le dimanche 9 août pour les journées internationales d'actions, marchant à partir de Public Square pour défendre la Palestine contre la colonisation et l'annexion.

La résistance se poursuit avec des événements en ligne

Des événements et des actions pour les Jours de résistance ont aussi eu lieu en ligne. Le Réseau

Samidoun en Palestine occupée, le Mouvement de la jeunesse palestinienne, le centre Al Naquab et HIRAK (Mobilisation de la jeunesse palestinienne à Berlin) a organisé un webinar en ligne avec l'écrivain palestinien Khaled Barakat et la professeure de l'Université Bir Zeit, Amira Silmi, le samedi 8 août, pour discuter de la vie, de la lutte et du legs révolutionnaires de Naji al-Ali et Ghassan Kanafani (en arabe). Voyez la vidéo dans son intégrité [ici](#).

Cette [vidéo](#) pour les Journées de résistance a été produite par le Collectif Palestine Vaincra de Toulouse, en France, une organisation membre du réseau Samidoun, qui a aussi organisé plusieurs événements et actions. Elle souligne l'histoire plus que centenaire de la résistance palestinienne au colonialisme, au sionisme et à l'impérialisme.

Au Brésil, le Frente em Defesa do Povo Palestino a organisé un événement en ligne à la mémoire de Ghassan Kanafani et pour faire affirmer son engagement à la lutte continue dans le cadre des Jours de résistance le 8 août. Les participants ont aussi exprimé leur solidarité avec le peuple libanais, en particulier les travailleurs et les réfugiés, à la suite de l'explosion à Beyrouth et ses contrecoups. Visionner la vidéo (en portugais) [ici](#).

BDS Bahreïn a organisé un événement en ligne pour les Jours de résistance, « Boycotter, un devoir », dans lequel le professeur Abdel-Rasoul Ashour a parlé de l'importance de confronter la normalisation, en particulier dans la région arabe. Voir la vidéo dans son intégrité en arabe [ici](#).

Le We Rise Podcast a aussi créé un balado, avec des interventions, de la musique et plus, pour les Journées de résistance, ayant comme thème « Non à l'annexion ». Les producteurs ont dit : « Le Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers politiques a appelé toutes les organisations de libération palestinienne à appuyer les « Journées de résistance », dans la Palestine occupée et à l'échelle internationale, du 7 au 9 août 2020. En réponse à cet appel, les chapitres du Mouvement de la jeunesse palestinienne (MJP) et plusieurs organisations dans tout le pays participent à des actions tout au long de la fin de semaine. » Écoutez le balado [ici](#).

BDS Boston a aussi organisé des interventions culturelles en ligne dans le cadre des Journées de résistance et de Black August, mettant en vedette les écrits de résistance des Palestiniens et des Noirs. La campagne BDS Boston a réuni les oeuvres de Ghassan Kanafani, Kamal Nasir, George Jackson, Fadwa Tuqan et d'autres, y compris la vidéo « Here we shall stay » de Tawfiq Zayyad [ici](#).

Une nouvelle organisation à Munster, en Allemagne, Palastina Antikolonial Munster, a vu le jour au cours des Journées de résistance après avoir organisé une manifestation le 25 juillet contre l'annexion et la colonisation en Palestine. Le Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens salue Palastina Antikolonial Munster et sa vision nettement antiraciste et anticoloniale et son engagement envers la libération de la Palestine.

Samidoun Stockholm a aussi publié une déclaration pour les Journées de résistance, dans laquelle il souligne : « Les mobilisations en fin de semaine montrent qu'un autre monde est possible. Samidoun Stockholm affirme clairement que nous devons intensifier notre lutte consciente contre l'impérialisme et ses laquais. Nous transmettons nos chaleureux vœux de solidarité aux peuples luttant partout dans le monde et nous nous engageons à renforcer la solidarité internationale pratique. Nous exigeons : Libération pour tous les prisonniers palestiniens ! La France et les États-Unis hors d'Asie ! Que cesse l'occupation israélienne ! Pour une Palestine libre et unifiée ! »

Alors que nos Journées de résistance tirent à leur fin, la résistance palestinienne — et nos actions de lutte — avancent, se poursuivent et s'intensifient. Nous devons continuer d'appuyer le peuple palestinien et la résistance palestinienne sous toutes ses formes, défendre la Palestine contre la colonisation, l'annexion, l'occupation et l'apartheid. Ensemble, nous organisons pour confronter l'impérialisme, le sionisme et les régimes réactionnaires qui continuent de collaborer avec ces forces de l'oppression, et de lutter pour la libération. Une lutte internationaliste qui reconnaît nos

solides liens de lutte unifiée contre nos oppresseurs communs est essentielle à notre mouvement, y compris la lutte pour la libération des prisonniers politiques révolutionnaires.

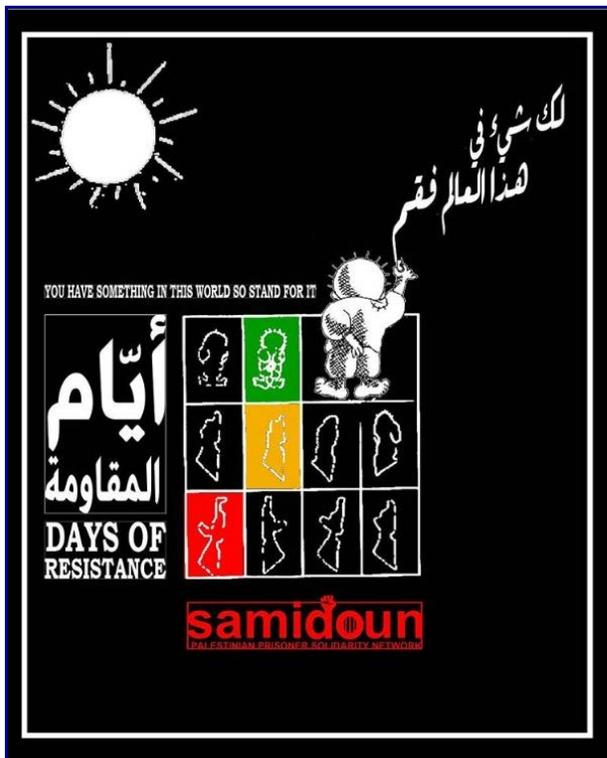
Nous saluons les alliés, les organisateurs, les activistes et les communautés engagés à développer ces manifestations et actions, et nous sommes impatients de poursuivre la lutte, main dans la main, pour la libération des Noirs, la libération des peuples autochtones, la libération palestinienne et la libération de tous les peuples de l'impérialisme et du colonialisme. Chaque victoire des peuples dans la lutte contre ces forces est une victoire pour la Palestine et pour notre libération collective.

Pour se joindre à Samidoun ou pour apprendre davantage comment participer à notre travail, organiser un chapitre ou être volontaire pour appuyer nos efforts d'organisation : contactez-nous via courriel à samidoun@samidoun.net ou sur Facebook, Twitter ou Instagram.

Les chapitres existants de Samidoun sont les suivants. Nous vous invitons à vous joindre à nous pour appuyer les prisonniers palestiniens, la résistance palestinienne et le peuple palestinien, avec une vision de lutte internationaliste, pour la libération de la Palestine du fleuve à la mer.

Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens
Samidoun Göteborg (Suède)
Samidoun Stockholm (Suède)
Collectif Palestine Vaincra (France)
Samidoun Pays-Bas
Samidoun Grèce
Samidoun Palestine occupée
HIRAK (Mobilisation de la jeunesse palestinienne, Allemagne)

Voici des affiches créées par des gens en Palestine et partout dans le monde dans le cadre des Journées de résistance. Cliquez sur les images pour les agrandir.





**BLACK LIBERATION
AND PALESTINIAN
LIBERATION ARE
INTERTWINED.**

SMASH IMPERIALISM AT HOME AND ABROAD!



(Photos : Samidoun, LML. Traduction : LML)

SUPPLÉMENT

Reportage photo du 8 au 28 août

**Le mouvement populaire aux États-Unis
contre le racisme, l'injustice, l'impunité et les
inégalités ne fléchit pas**



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca